

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
30 avril 2026 - pour diffusion immédiate

URGENT : LA FLOTTILLE EN DIRECTION DE GAZA A ÉTÉ INTERCEPTÉE CETTE NUIT

CONFÉRENCE DE PRESSE AUJOURD'HUI À 11H EN VISIO

A l'heure où nous publions ce communiqué (6h30 heure de Paris), au moins 22 des 58 bateaux de la flottille ont été pris d'assaut par les forces israéliennes en totale violation avec le droit international. Sur ces navires, plusieurs ressortissant-es français-es.

Vers 21h (heure de Paris), la flottille a fait l'objet d'une attaque coordonnée alors qu'elle naviguait dans les eaux internationales proches des eaux territoriales grecques : brouillage des communications radio, déploiement massif de drones, menaces armées exercées par des vaisseaux militaires. Une entité s'identifiant comme les forces militaires israéliennes a exigé que les navires fassent demi-tour et remettent leurs cargaisons humanitaires aux autorités sionistes.

Les navires, qui ne transportaient qu'aide humanitaire et solidarité internationale, ont été progressivement interceptés. Concrètement, l'interception signifie généralement que les soldats pointent leurs armes sur le bateau avant de monter à bord et d'en prendre le contrôle. Le kidnapping de civil-es en eaux internationales constitue une violation flagrante du droit maritime et du droit international humanitaire.

A bord, des citoyennes et citoyens de 55 pays, dont des ressortissant-es français-es, qui agissaient pour dénoncer et mettre fin au génocide du peuple palestinien là où nos gouvernements choisissent la complicité en autorisant l'exportation d'armes et en refusant de prendre des sanctions – notamment économiques – contre les premiers responsables d'un nettoyage ethnique.

La mission non-violente de la Global Sumud Flottilla avait pour but d'ouvrir un corridor d'acheminement d'aide humanitaire et d'ainsi mettre fin au blocus illégal de la bande de Gaza, mais aussi de soutenir et visibiliser la lutte du peuple palestinien.

Le risque d'incarcération des navigants et navigantes est extrêmement élevé au regard du traitement attentatoire aux droits humains réservé à la flottille de septembre dernier. Humiliations, violences physiques, psychologiques et sexuelles ont été largement documentées. Nous redoutons que les personnes arrêtées cette nuit subissent un sort identique, voire aggravé.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE **30 avril 2026 - pour diffusion immédiate**

Il est pourtant incomparable par rapport à celui réservé quotidiennement aux milliers de Palestiniennes et Palestiniens incarcéré-es dans les prisons coloniales sur leurs propres terres.

C'est aux citoyennes et citoyens des peuples libres, celles et ceux qui refusent le silence, de prendre le relai sur terre pour exiger que le gouvernement français intervienne en faveur de la sécurité et de la libération immédiate des ressortissant-es français-es mais aussi et surtout pour mettre fin au génocide et à la colonisation du peuple palestinien.

La Global Sumud France appelle fermement le gouvernement français à prendre ses responsabilités juridiques, éthiques et humaines. Nous exigeons notamment qu'il

- rende public l'état de santé et le lieu de détention des ressortissant-es français-es
- engage des démarches diplomatiques en vue de leur libération immédiate et inconditionnelle
- condamne cette énième violation du droit international par l'Etat génocidaire et prenne, enfin, les mesures et sanctions nécessaires pour mettre fin au génocide.

Nous appelons toutes les citoyennes et citoyens à contacter le ministère des Affaires étrangères pour se joindre à nos demandes.

- Par mail : Interpellez le gouvernement Français | GSFr
- Par téléphone : Ministère des Affaires étrangères

Numéro de crise consulaire : 01 43 17 95 95

Nous invitons les journalistes à participer à une conférence de presse de crise à 11 heures (heure de Paris) en visioconférence [[Formulaire d'accréditation pour recevoir le lien](#)].

Nous vous y partagerons les informations que nous aurons pu obtenir entre temps. Prendront la parole au minimum un-e représentant-e de Global Sumud France ainsi qu'un-e avocat-e des navigant-es, avec la possible intervention de navigant-es non intercepté-es et de représentant-es d'autres organisations.

Contact presse

Emilie DEVILLE

Mail : presse@gmtgaza.fr

Tel : 06 42 45 86 86

Site : <https://globalsumudfrance.org/>